



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Quand les éboueurs sont en grève, les orduriers
sont indignés. »
Jacques Prévert

N° 1711

du 20 au 27 juin 2013

gauche

droite

social K.O.



M 02137 - 1711 - F: 2,50 €



L'Alter-sommet d'Athènes

PAGE 10



On dit souvent, y compris dans nos colonnes, que le mouvement social se trouve actuellement dans une phase d'atonie profonde qui permet aux gouvernements successifs et aux patrons de nous en mettre plein le buffet. Et c'est vrai. Pourtant, les luttes sont là. Un peu partout. Du monde du travail aux problèmes de logement, les pauvres se mobilisent pour améliorer le quotidien, tout en se questionnant, parfois, sur les possibles d'un lendemain meilleur. L'actualité de ces derniers jours en témoigne d'ailleurs largement : débrayage à Michelin, grève massive des aiguilleurs du ciel contre la privatisation de leur activité, grève aussi chez les cheminots, occupation de Virgin par ses salariés, etc. Les travailleurs ne sont donc pas amorphes, mais la réalité du capitalisme et l'état de la syndicalisation nous obligent aujourd'hui à nous replier sur des luttes pragmatiques pour défendre notre gagne-pain. Ce qui nous manque, en fait, ce sont des revendications globales, dépassant le cadre, au demeurant inévitable, du corporatisme. Gageons que ce que nous prépare le gouvernement sur les retraites pour la rentrée de septembre nous donne des billes pour rassembler tous ceux qui, aujourd'hui, affrontent le capital en face. Et, dans ce merdier, les anarchistes ont un rôle à jouer, comme n'importe quel autre acteur du mouvement social, pour ne pas laisser notre avenir aux mains des politiciens de tous poils. À nous, donc, de prendre nos responsabilités et de travailler, au-delà des appels incantatoires, à l'élaboration de revendications communes susceptibles de fédérer les révoltés et de faire émerger chez les plus frileux le sens de l'engagement.

Actualité

- Pour quelques millions d'euros**, par R. Pino, page 3
Actualité de l'homophobie, par P. Schindler, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Dialectique du démonte-pneus, par G. Goutte, page 7
La Chronique néphrétique de Rodkol, page 8

International

- Femmes d'Afrique**, par P. Sommermeyer, page 9
Retour sur l'Alter-sommet, par J.-F. Aupetitgendre, page 10

Arguments

- La gauche comme nouvelle droite**, par L. Janover, page 12

Histoire

- La CGT face à l'État**, par A. Sauvage, page 14

Sciences

- Une histoire de gènes (partie II)**, par L. Magrou, page 16

À lire

- Sénac ou le citoyen du volcan**, par N. Potkine, page 18
L'État en question, par A. Bernard, page 19

Le mouvement

- Naissance de l'Urco**, par Urco, page 20
Violence policière à Nantes, par Collectif, page 21

Illustrations

- Aurelio, Jahno, Kalem, Krokaga,
Manolo Prolo, Riri, Valère**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Les larmes de Madame Tapie



Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

LE FEUILLETON Tapie-Crédit lyonnais, ou Tapie-Lagarde ou Tapie-Sarkozy ou... comme vous voulez, ce feuilleton n'en finit plus de rebondir. Les saisons 1, 2, 3 se suivent et amènent chacune leur lot de révélations et de nouvelles interrogations. Alors qu'un arbitrage de l'État sous l'ère Sarkozy semblait avoir clôt cet encombrant dossier au bénéfice de Bernard Tapie, voilà que le gouvernement actuel par le biais de Moscovici, son ministre des Finances, remet en cause cet arbitrage. Et tout le gratin de la politique de défilier devant la justice, certains s'en tirant moins mal que d'autres. Ainsi Christine Lagarde, finalement entendue au titre de «témoin assisté», a pu passer entre les gouttes, mais derrière ou autour d'elle ça morfle grave. Ne serait-ce qu'au vu de l'énoncé du chef d'accusation retenu qui ne laisse aucune équivoque: escroquerie en bande organisée. On se croirait dans une de ces petites arnaques financières, sauf que là, la «petite arnaque» atteint tout de même les 403 millions d'euros (excusez du peu!).

C'est le chiffre qui a été fixé par la fameuse commission d'arbitrage. Tout avait commencé avec Jean Louis Borloo, à l'époque ministre des Finances de Sarkozy (et accessoirement ami et ancien avocat d'affaires de Tapie), qui avait initié ce fameux «arbitrage» quand il était aux commandes à Bercy. C'est à ce moment-là (2007) que Borloo présente à Tapie Stéphane Richard, son directeur de cabinet qui deviendra ensuite celui de Christine Lagarde quand celle-ci succédera à Borloo à Bercy.

Stéphane Richard, aujourd'hui PDG d'Orange, a donc été un des trois juges-arbitres de l'affaire Crédit lyonnais-Tapie (qui s'y connaît en juges et en arbitres!). Placé en garde à vue au début de la semaine dernière (10 juin), Stéphane Richard prétendait au *Canard enchaîné* avoir reçu comme instruction de recourir à un arbitrage pour régler le litige Tapie-Crédit lyonnais. Instruction reçue de qui? De Claude Guéant, alors secrétaire général de l'Élysée (lequel se débat actuellement au milieu d'un tas de casse-

roles). Autre version du même Stéphane Richard : « Il n'y a pas eu d'instruction, ni d'ordre, mais tout le monde connaissait la position de l'Élysée. » Hospitalisé à la fin de sa garde à vue, il aura le temps de choisir sa bonne version, pour son nouveau statut : de « gardé à vue » il est passé à « mis en examen », comme cet autre personnage clé, lui aussi placé en garde à vue et lui aussi promu « mis en examen » : Jean-François Rocchi, ex-patron du CDR (Consortium de réalisation), organisme chargé de gérer les passifs du Crédit lyonnais. Et, pour compléter l'escroquerie en bande organisée, nous avons la mise en examen d'un autre arbitre, le magistrat Pierre Estoup, ancien premier président de la cour d'appel de Versailles. Interrogé il y a un mois sur Europe 1, Bernard Tapie, toujours aussi péremptoire, affirmait ne pas connaître Pierre Estoup. Sauf que... et bien sauf que ce dernier a reçu en cadeau un livre de Bernard Tapie (il écrit des livres aussi !) dédié, où ce dernier le « remercie avec toute son affection » (dédicace datée du 10 juin 1998, soit dix ans avant l'arbitrage rendu le 7 juillet 2008). Ou Bernard Tapie a une mémoire très sélective, ou il a l'habitude de distribuer des autographes du genre : « Machinalement vôtre. Signé Nanard. »

Notre « pauvre » Nanard est quelque peu crispé ces temps-ci : l'arbitrage rendu en 2008 va-t-il être contesté s'il s'avérait qu'il y avait « atteinte aux intérêts de l'État » ? Tapie n'hésite pas à se substituer à l'État en déclarant le 2 juin au *Journal du dimanche* : « J'annule l'arbitrage s'il y a entourloupe. » Arbitrage et entourloupe étant les deux mamelles du système Tapie, on ne doute pas un instant que cette affaire va retomber comme un soufflé dont on attendait beaucoup trop. Et puis 403 millions d'euros, ça représente peut-être 27 000 années de smic, ou un abonnement de soutien au *Monde libertaire* pour plus de quatre cents ans, mais Tapie, la main sur le cœur, des trémolos dans la voix, nous explique sans rire qu'après les frais de liquidation le paiement des impôts et le de ses dettes, il ne lui reste plus que... 100 millions (et c'est bien connu : aujourd'hui, pour cent briques, t'as plus rien). Il nous explique aussi, toujours avec des trémolos dans la voix, que pendant ses ennuis judiciaires, quand les huissiers débarquaient chez lui, sa femme Dominique allait s'enfermer dans les WC pour pleurer. Si ça ne vaut pas une compensation ça, je ne m'y connais pas. C'est ce que s'est dit la commission d'arbitrage qui a statué : 45 millions d'euros pour préjudice moral ! Un conseil, la prochaine fois que votre compagne ou compagnon va pleurer dans les chiottes, n'oubliez pas de prendre une photo et de l'envoyer à qui de droit : 45 millions, c'est quand même autre chose que les oboles de 15 000 euros alloués aux victimes de l'amiante.

L'illusionniste Tapie a fixé notre attention sur les larmes de son épouse, en escamotant



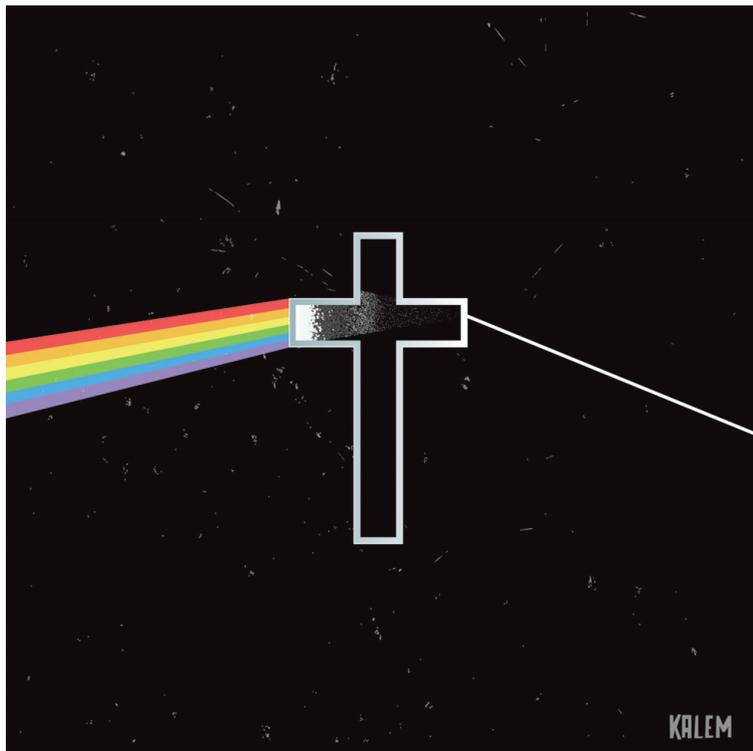
dans le même temps la ventilation de ses biens actuellement disséminés « judicieusement » à Londres, Bruxelles, Luxembourg, Malte, île de Man, Monaco... Bref, un véritable circuit des paradis fiscaux qui lui permet de ne pas payer 1 euro d'impôt. Il est pas fort notre Nanard fils d'ouvrier, parti de rien ? Lui qui s'est présenté pendant des années comme un sauveur d'entreprises (qu'il n'a jamais sauvées de quoi que ce soit) rachetant pour 1 franc symbolique des sociétés qu'il revendait après plus-value confortable, sans se préoccuper le moins du monde de ce qu'il advenait du personnel

ballotté et liquidé au gré de ce jeu de Monopoly (Terailon, Testut, Teral, Wonder, Look, La Vie Claire, Adidas... la liste est longue et donne le vertige).

Son dernier rôle ? Citizen Kane. Il a récupéré une partie de l'ancien empire Hersant à savoir : *La Provence*, *Nice-Matin*, *Corse-Matin*... C'est-à-dire la presse du Sud-Est (et notamment Marseille), ce sud qu'il n'a jamais vraiment lâché des yeux depuis son heure de gloire à l'OM. Alors, gageons que le feuilleton Tapie va connaître d'autres épisodes, si ce n'est d'autres saisons. Pendant la crise, les affaires continuent.

R.P.

Increvable **homophobie**



IL SEMBLE que l'hostilité au mariage pour tous (aujourd'hui passé dans la loi grâce au soutien de toutes les personnes luttant pour l'égalité des droits pour toutes et tous) ait tourné, en France, en une radicalisation profonde et durable de l'homophobie. Homophobie que la bourgeoisie catholique, soutenue par les intégristes et leurs grands alliés fascistes, identitaires et néonazis, a su amplifier. Pas difficile d'avancer que toute la haine accumulée durant le conflit qui a opposé les « pros » et les « antis » n'a fait que profiter à l'amplification du phénomène. En effet, une étude internationale toute récente, publiée par un cercle de réflexion américain, confirme que l'homosexualité est aujourd'hui moins bien acceptée en France qu'il y a six ans. On constate un recul de la tolérance entre 2007 et 2013, passant de 83 % à 77 %. Six pour cent de recul, cela peut paraître bien anodin si l'on néglige ce qui se cache derrière... Ce sont, tout simplement, les 6 % d'agressions violentes en plus contre les LGBT qui n'ont fait que tristement s'additionner dans l'Hexagone depuis un an. À ce sujet, voir les résultats du rapport de SOS Homophobie publiés dans le numéro 1710 du *Monde libertaire*. Pour en revenir à l'étude américaine, il s'agit du plus fort recul constaté parmi les 27 pays étudiés sur la même période. Pire, en terme d'évolution sur six ans, la France affiche un plus mauvais résultat que la Turquie, les territoires palestiniens (- 5 points) et la Russie (- 4 points). Quand on se souvient de la violence exercée sur les homos et lesbiennes durant les gay

pride de Moscou et Saint-Petersbourg, c'est tout simplement... effrayant. À l'inverse, l'acceptation de l'homosexualité progresse de 10 points au Canada et de 11 points aux États-Unis, longtemps en queue de peloton. Mais la progression la plus importante en terme de tolérance, revient à la Corée du Sud (+ 21 points).

Ce bon résultat est cependant entaché par le triomphe de Yoon Kyeong-won (le Frigide Barjot local), qui s'est battu pendant des semaines contre un projet de loi ouvrant des droits aux homosexuels de son pays. Représentant d'une fédération chrétienne, ce dernier n'a cessé de répéter que « la notion de couple ou de famille homo est contraire à la culture coréenne ». Et devant l'acharnement de l'Église protestante venue à sa rescousse, le projet de loi antidiscrimination, qui était pourtant sur le point d'être adopté au Parlement, a été abandonné. Les instigateurs du texte, députés du parti progressiste, expliquent : « On en est arrivé à un stade où le débat rationnel est tout simplement impossible. On nous a traités d'homosexuels et même de pro-Nord-Coréens ! » On peut se demander fort justement quel est le rapport entre les deux... En effet, il y a fort à parier que la Corée du Nord est bien peu tolérante avec les LGBT ! En fait, les ultraconservateurs avançaient l'idée que le renforcement de la liberté d'opinion allait attiser le vieux démon de « la menace communiste venue du Nord » ! (Comprend qui peut...) Pourtant, contrairement à la France, le projet n'avait pas pour vocation d'autoriser une quelconque union homosexuelle, mais d'interdire toutes formes de

discriminations, et ceci sous la recommandation du Conseil des droits de l'homme de l'ONU... Mais aux yeux des 30 % de chrétiens du pays, « il ouvre la porte à toutes sortes de dérives ». On a même pu entendre là-bas les mêmes débilités que dans l'Hexagone : « Si la loi passe, les instituteurs se mettront à enseigner la sodomie à l'école », a ainsi prêché (et, hélas, pas dans le désert...), le leader chrétien Lee Young-hee sur une chaîne de télé, poursuivant : « Notre liberté religieuse en sortira réduite, nous ne pourrions plus affirmer que l'homosexualité est un péché, ce sera de la diffamation. » En Corée du Sud, l'élection en 2007 de l'ex-président Lee Myung-bak, un fervent protestant, a renforcé l'influence de l'Église (toutes religions confondues) sur la vie politique. Ce sont surtout les jeunes qui expriment leur déception sur le peu de fermeté exercée par les progressistes pour faire passer le texte. Lee Deok-hyeon, du réseau solidarité LGBT déplore : « En abandonnant le projet de loi, les députés laissent entendre qu'ils sont réceptifs aux discours haineux. C'est ce qui me gêne le plus. » Quelques militants radicaux ont organisé une marche des fiertés au centre de Séoul, qui semble s'être déroulée sans incidents notoires. Tout ceci pour conclure que, même si la Corée du Sud enregistre donc le plus fort taux d'augmentation de tolérance vis-à-vis de l'homosexualité, on est encore loin d'avoir gagné le combat pour la liberté du choix pour toutes et tous !

Patrick Schindler

*Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*

Brèves de combat

Hommages à Clément

Deux rassemblements ont eu lieu à Paris le lendemain de son assassinat, dont un à Saint-Lazare sur le lieu du crime et un autre à Saint-Michel. Forte émotion en présence des proches de Clément et de ses camarades, beaucoup de libertaires et antifascistes hostiles à la récupération par les politiques et la presse bourgeoise. À Poitiers, 300 personnes rassemblées place du Palais-de-Justice, puis parties en manif dans le centre-ville. Deux rassemblements à Brest, ville dont Clément était originaire, plus de 800 personnes, place de la Liberté. Environ 250 personnes (FA, CNT, FG, Fase) à Metz et même quelques PS dont le Maire! Une cinquantaine de personnes à Aubenas. Plusieurs centaines place de la Comédie à Lyon (ville dans laquelle les identitaires font une inquiétante percée, selon les camarades FA locaux). 500 à Limoges et Bordeaux, 300 à Nice et Besançon, 250 personnes à Chambéry, 150 à Mâcon. Des rassemblements ont également eu lieu à Albi, Arras, Angers, Avignon, Béziers, Caen, Cannes, Castres, Dijon, Libourne, Lille, Lorient, Marseille, Le Mans, Montpellier, Nîmes, Nancy, Orléans, Périgueux, Perpignan, Quimper, Rennes, Saint-Étienne, Saintes, Strasbourg, Tours, Toulon, etc.

Météo syndicale

«**GARDER L'ATTENTION** du public loin des véritables problèmes sociaux en le captivant par des sujets sans importance réelle.» Une des clés de la désinformation pour mieux activer le miroir aux alouettes et désamorcer les révoltes souligné par Noam Chomsky dans *Armes silencieuses pour guerres tranquilles*. Certes, quotidiens, gazettes, sans oublier les médias électroniques, nous inondent de nouvelles passionnantes sur les varices de chanteurs caméléons ou de sportifs sur le déclin. Mais il n'est souvent pas besoin de trier dans ce qu'on nomme la «presse people»...

Ainsi, le prétendant pressenti à la charge suprême du Medef, organisation de classe du patronat français! Comme nous l'avions laissé entendre (sic!) Pierre Gattaz est assuré de la victoire lors de l'AG du 3 juillet. Ses deux concurrents, Patrick Bernasconi et Geoffroy de Bézieux, se sont ralliés à son panache blanc. Comme quoi les réunions informelles comme les tractations politiques, ça marche fort et tous azimuts. Bon prince, le fils de l'ex-Lider maximo du CNPF accordé aux deux outsiders les postes de vice-présidents! Une bonne place pour croquer dans le fromage des richesses récupérées sur le monde du travail.

Donc, le tapis rouge est déroulé dans moult médiats. Telle une vedette du showbiz, le seigneur Gattaz est décrit à la façon d'une image d'Épinal, à l'ancienne. «Fils d'un ancien patron des patrons», «chaleureux et simple», «de la vieille droite industrielle et paternaliste», pour lui le patron est «un héros des temps modernes». Ah,



il faut bien redorer le blason des dynamiteurs du Code du travail. Rideau sur le triumvirat!

Revenons à la réalité quotidienne de celles et de ceux qui ne vivent qu'avec leur virement ou chèque de fin de mois. Comme l'écrivent les retraités CGT parisiens: «Le résultat d'une négociation est avant tout le résultat d'une mobilisation.» Celle-ci a un goût pas trop convaincant, chaque boutique syndicale déclinant sa propre adaptation aux choses, faisant ainsi (le comble pour une organisation syndicale?) de la *realpolitik*.

L'intersyndicale des cheminots (CGT, SUD Rail, CFDT, Unsa) fait bloc contre la réforme de la SNCF, mais quid au-delà d'une journée de mobilisation? Pour résister au passage à la moulinette du système de retraite, on attend encore des signes d'une riposte unitaire. Les assises citoyennes de dimanche dernier «pour changer de cap» sont-elles une bonne réponse? Pour relancer une machine électoraliste de gauche peut-être, pour un réveil syndicaliste, on en doute grave?

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador Seguí
de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Pneumatiquement vôtre

ALORS QUE LE CHÔMAGE ne cesse d'augmenter en France et que le gouvernement socialiste s'embourbe dans une politique libérale à moitié assumée, l'usine Michelin ne trouve rien de mieux que d'annoncer la suppression de 700 emplois dans son usine de Joué-lès-Tours. Pourtant, financièrement, la boîte n'est pas à plaindre, et la hausse de 24,5 % de son résultat d'exploitation en 2012 doit même rendre jaloux plus d'un patron. Alors, pourquoi fermer ? D'après la direction, le secteur des pneus pour poids lourds – principalement produits à Joué-lès-Tours – connaîtrait depuis quelques années un déclin aujourd'hui significatif (surcapacité de 50 %, paraît-il) et l'activité de l'usine de Joué-lès-Tours poserait donc de sérieux problèmes de rentabilité à ceux qui ne jurent que par ce mot.

La migration ou le licenciement

Michelin prévoyait le coup de longue date puisque, depuis 2011, les départs en retraite n'étaient plus remplacés et les CDD ne se voyaient plus renouvelés. Le leader du pneumatique n'en est pas non plus à son premier coup : en 1999, le bougre avait déjà annoncé la suppression de 7 500 emplois malgré la réalisation d'énormes bénéfices. Pour se donner une idée de cette remarquable (sic) continuité de la politique d'entreprise de Michelin, sachez que l'usine de Joué-lès-Tours ne comptait pas moins de... 4 000 salariés dans les années 1980 ! Un précédent plan social avait déjà supprimé 340 postes en 2009, alors que le site employait 1 200 personnes. Pour l'heure, on en compte 930, mais si Michelin vient à satisfaire ses récents désirs, la masse salariale de l'usine de Joué-lès-Tours tomberait à 230. Soit plus de 3 770 emplois supprimés en même pas trente ans ! Pour faire passer la pilule, Michelin prétend écarter, pour l'instant, toute idée de départs contraints. Des retraites anticipées devraient ainsi être proposées aux potentiels bénéficiaires. Quant aux autres, l'aimable direction leur laissera un choix de premier ordre : le licenciement ou la mobilité. Pour aller où ? À La Roche-sur-Yon, en Vendée, soit à plus de deux cent cinquante kilomètres... Une mobilité qui a des airs de migration. Et un choix qui n'en est pas un. Ce que confirme d'ailleurs Claude Guillon, délégué CGT de l'entreprise, dans *L'Humanité* du 8 juin 2013 : « Malheureusement, nous estimons qu'environ 300 personnes pourraient être licenciées et ne pourront pas bouger, parce que les conjoints ont un travail dans l'agglomération de Tours. » Pour Olivier Coutan, délégué SUD, les « mesures de mobilité [sont] impossibles à accepter pour la plupart ». Autrement dit, elles ne sont là que pour soulager la conscience de Michelin (mais en a-t-il seulement une ?) et le faire

En 1905, Michelin annonçait déjà la manière avec laquelle seraient traités ses salariés



passer pour un bon petit patron attaché au sort de ses salariés qu'il dégage pourtant à grands coups de pompes cirées.

Lundi 10 juin, révoltés et dégoûtés par cette annonce, 150 salariés de l'usine de Joué-lès-Tours ont débrayé et dénoncé les ambitions antisociales de leur patron. D'autant que, malgré le maintien de deux activités et la préservation de 180 emplois, c'est assurément la fermeture de l'ensemble du site qui se dessine à moyen terme. Pour l'instant, les salariés n'en sont qu'aux débrayages, mais ils promettent déjà une forte mobilisation. « Nous sommes déterminés et nous envisageons toutes formes d'action, même les plus dures s'il le faut », a affirmé, lundi, la CGT. Gageons que leurs camarades et collègues des autres sites leur emboîtent le pas pour que, sous la pression de grèves multiples, Michelin se carre son avidité dans le derrière.

Le discours dominant

Les jours suivant l'annonce des suppressions de postes, économistes et experts ès tout sujet se sont succédé à la télé et à la radio

pour expliquer au brave citoyen que, à bien y réfléchir (et, croyez-moi, il remue bigrement leurs méninges !), cette décision faisait honneur à Michelin. Ainsi, la direction, mue par un humanisme fondateur, aurait depuis toujours essayé de prévoir les coups durs, et ce afin d'éviter les mesures de redressement trop radicales. Mais vraie ou pas, cette assertion n'enlève cependant rien au fond du problème : dans l'urgence ou dans la prévision, ce sont toujours les salariés qui payent les frais des réajustements. Pouvions-nous toutefois nous attendre à autre chose ? Non. Pas tant qu'on refusera de reconnaître que le travail n'est pas un coût (et encore moins un coût qu'il faudrait réduire pour remonter la pente de la sacro-sainte croissance), mais bien la base de toutes les richesses produites. Mais reconnaître cela, c'est déjà admettre la nécessité absolue d'un changement radical de société.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Tais-toi, pov'con !

Jean-François Copé réclame « la dissolution des groupuscules d'extrême droite comme d'extrême gauche dont la seule expression est la violence », après l'assassinat de Clément Méric. Toujours la même rengaine de la théorie des deux extrêmes. Mais qui a appelé à manifester à côté des fachos ? Il faudrait arrêter de prendre les gens pour des cons !

Pauvre Babeuf

Serge Ayoub, le sinistre « chef historique » des skinheads fascistes, proche de Esteban Morillo, l'assassin de Clément Méric, et qui a relancé le groupuscule Troisième Voie en province, selon le site antifa Reflexe, promet : « Une révolution sanglante inspirée de Gracchus Babeuf », reprenant le slogan de ce dernier lors de la Révolution : « Pour les ennemis du peuple, 4 murs, ce sera 3 de trop... » Mais ça commence à bien faire, ces néonazis qui, par manque d'intellectuels, viennent nous piquer les nôtres. Qu'ils apprennent plutôt à lire : Gracchus Babeuf a surtout passé son temps à prôner l'égalité et le partage, plutôt que faire l'apologie de la lâche bastonnade (à 3 sur 1) homicide !

Autres agressions fascistes

Plusieurs agressions physiques durant la gay pride de Tours dues au groupuscule Vox Populi. Violentes agressions nocturnes dans le vieux Lyon dues aux Jeunesses identitaires. Agression sur des jeunes militants du PCF à Givors en plein jour. Trois employés de bars gays agressés à Lille. Violente agression d'une libertaire à Poitiers (à suivre, hélas...).



Chronique néphrétique

Producteurs, sauvons-nous nous mêmes...

J'AI BASÉ mes dernières chroniques sur les analyses de Réseau salariat et de Bernard Friot dont je ne peux que vous recommander la lecture assidue. Extraits de leur manifeste Pour un statut politique du producteur : « Depuis plus de trente ans, l'entreprise de « réforme » engagée vise à disqualifier les salariés comme producteurs de valeur économique, dans le but de les enfermer dans un univers marchand où la délibération politique n'a plus droit de cité. Ainsi faut-il comprendre les attaques contre les statuts professionnels (fonction publique, régimes spéciaux, intermittents du spectacle, etc.), le développement des rémunérations conditionnées à l'atteinte d'objectifs, la substitution de la « compétence » à la qualification et le développement d'une fiscalité tutélaire en lieu et place du salaire (contrats aidés, crédits d'impôts, etc.) »

Que nous disent ces attaques, menées tant par la droite que la gauche ? A contrario, « que nous apprennent le statut du fonctionnaire et la situation des retraités ? Qu'il est possible de travailler hors du marché du travail et de l'emploi, grâce à l'attribution d'une qualification personnelle et d'un salaire à vie. Parallèlement, la cotisation sociale ouvre une perspective à ce jour encore inexplorée : celle de faire des salariés que nous sommes des producteurs dotés d'un statut politique leur permettant de maîtriser l'investissement. Autrement dit, il s'agit de lier les trois termes suivants, constitutifs du salariat émancipé : premièrement, la qualification personnelle en tant qu'expression du potentiel de création de valeur économique du travailleur, ensuite, le salaire à vie qui lui correspond, enfin, la cotisation sociale comme technologie de financement permettant la maîtrise de la répartition de la valeur ajoutée. L'articulation de ces trois termes porte en elle la possibilité révolutionnaire de transformation du salarié en un sujet politique dans une organisation de la société véritablement démocratique.

» Maîtriser démocratiquement l'investissement est à notre portée, cela contre la propriété lucrative, au nom de laquelle les soi-disant « investisseurs » prétendent légitimer la ponction sans cesse accrue qu'ils opèrent sur la valeur ajoutée.

» Pour ce faire, la cotisation sociale est notre modèle : collectivement délibérée et répartie sans passer par l'accumulation financière ni le crédit, elle a fait ses preuves en finançant pendant des années la santé, la retraite, le chômage et la famille. Cette réussite fonde la possibilité de son extension pour financer l'investissement.

» Cette extension peut opérer à travers une cotisation-investissement (ou cotisation économique), répartie par des caisses d'investissement créées sur le modèle actuel des caisses de sécurité sociale, et dont la gestion démocratique serait le pendant. Une telle extension de la cotisation ouvre à la maîtrise des choix, des moyens, des conditions, des objets et des niveaux de production par ceux qui créent la valeur économique ».

Aucun projet, aucune politique à droite ou à gauche, pour « résoudre le problème des retraites, des déficits, etc. », (mais aucune riposte à « la réforme » non plus !) n'a pour perspective une remise en cause du discours dominant, des arguments patronaux, parce qu'aucun ne désire la fin du capitalisme. Donc tous font de la gestion, de l'accompagnement, prennent ou contestent des mesures qui amputent les droits acquis, mais aucune alternative. Et chez les opposants, il ne s'agit bien souvent que de slogans sympathiques, vus et revus, mais sans aucun poids. D'analyse fouillée, de réflexion d'ensemble, pointue, on ne trouve guère...

Là où cela devient rigolo, c'est que la seule alternative digne de ce nom (que je connais) prend pour base révolutionnaire anticapitaliste la promotion du salariat. Pour le lecteur ou la lectrice qui ne se souvient pas des principes de base de la Fédération anarchiste (et c'est bien envisageable), je rappelle que s'y trouve l'abolition du salariat. Vue l'absence totale de réactions aux dernières chroniques, plusieurs hypothèses : certes, je ne peux pas ne pas prendre en compte la possibilité de l'illisibilité des dites chroniques. Un lecteur qui, en début d'année, dénonçait plusieurs de nos travers, ne manquera pas de pointer une formation économique déficiente. À moins qu'il y ait tant de chats à fouetter ou de chameaux à faire passer dans le chas d'une aiguille, (au sens figuré évidemment : aucun animal, sauf peut-être l'anarchiste, n'a été brutalisé dans cette chronique) que la contradiction ne soit pas apparue aussi nette. La voilà formulée noir sur blanc. (Chat !)

Rodkol

Notre **force** est infinie

L'AFRIQUE EST D'ACTUALITÉ ces derniers temps. Quand elle fait les grands titres, c'est le plus souvent pour des raisons négatives, faim, famine, guerre, génocide... Comme dans toute société humaine, il y a des salauds, des héros et des gens normaux. Dans les conflits armés, il y a essentiellement des hommes, ce qui a pour conséquence que du côté des victimes il y a des femmes, en grand nombre, victimes qu'elles sont de tas de façons, dont le viol systématique n'est pas la moindre. Que se passe-t-il quand ces victimes en ont ras le bol de l'être, autant dans leur corps que dans leurs enfants qui souvent se révèlent en être les auteurs, puisque chacun d'entre eux est né d'une femme? Que se passe-t-il quand ces femmes disent non? Comment disent-elles non? En prenant un fusil?

Les seins nus

Bien avant les Femén, des femmes africaines utilisèrent leur nudité comme arme politique contre l'injustice. Il ne s'agit pas ici de porter un regard critique sur l'action de ces féministes en Tunisie. Les bonnes âmes sont prêtes à défendre des lanceurs de pavé ou de cocktails Molotov, mais quand il s'agit d'une paire de seins, on voit refluer les rappels au respect des traditions culturelles du pays en question. En Afrique dite «noire» c'est un mode d'action des femmes depuis belle lurette. Passé inaperçu dans nos pays «blancs» puisqu'au fond il s'agit de «négresses». Au Kenya, en février 2001, plus de trois cents femmes nues chassèrent des chercheurs scientifiques venus étendre une réserve naturelle au détriment de leurs terres traditionnelles.

En Gambie, en septembre 2001, une trentaine de femmes occupèrent les rues de Brikama, une grande ville du pays, pour protester contre un rituel électoral, le sacrifice d'un chien.

En Ouganda, en avril 2012, six militantes se déshabillèrent et défilèrent dans les rues de la capitale, Kampala, pour protester contre l'agression sexuelle subie par l'une d'elles. Elles demandaient que la police arrête le flic qui avait pincé le sein de leur leader, responsable d'une association de femmes pour le changement démocratique.

Le 28 août 2012, un autre pas avait été franchi au Togo. Au cours d'un défilé contre le gouvernement, des manifestantes avaient descendu leurs pantalons face aux forces de police.

Au Nigeria, en décembre 2012, des femmes Ibos se déshabillèrent presque complètement pour protester contre l'invasion de leur communauté par des voyous. Ces femmes défilèrent dans les rues en chantant. Elles accusaient des spéculateurs fonciers de payer ces petites frappes afin de mettre la main sur



une bonne part des terres communautaires. Là, comme partout en Afrique, la nudité des femmes est ressentie comme une menace par les hommes.

Au Libéria

Je viens de finir de lire un livre qui m'a beaucoup remué. Il porte le titre de cet article. Il s'agit des mémoires d'une femme, Leymah Gbowee, recueillies par une journaliste. Avant même de recevoir en 2011 le prix Nobel de la paix avec deux autres femmes leaders, une du Libéria et une du Yémen, Leymah Gbowee est une mère de famille nombreuse, composée de ses enfants et de ceux qu'elle a recueillis et adoptés, tout au long de la guerre civile qui déchira le Libéria de 1989 à 2003. Ce n'est pas une intellectuelle ni une bourgeoise, c'est une survivante. L'horreur des guerres qu'elle a traversées dans ce pays est indescriptible. La litanie des crimes qui traversent ce livre est sans fin. Prises en tenailles entre deux ou trois bandes d'hommes et d'enfants en armes, dont l'opposition se résumait en fait à un concours d'atrocités, les femmes de ce pays-là se révoltèrent, sans prendre d'armes, et firent reculer ces troupes de meurtriers. Parce qu'elles n'en pouvaient plus, elles trouvèrent en elles-mêmes, dans leurs profondeurs, les ressources de se relever. Voici les paroles d'une de leurs chansons qui décrit leur enfer :

«— Nous sommes fatiguées de la guerre

- Nous sommes fatiguées de toujours courir
- Nous sommes fatiguées de mendier pour de la farine
- Nous sommes fatiguées de voir nos enfants violés
- Nous nous relevons maintenant, pour assurer la sécurité de nos enfants
- Parce que nous croyons, gardiennes de cette société, que demain nos enfants nous demanderont : "Maman, quel rôle as-tu joué dans cette crise?" »

Leymah Gbowee fut une de leurs principales animatrices. C'est en rassemblant petit à petit les femmes qui avaient survécu, qu'elle et ses amies parvinrent à obliger les ruffians militarisés à négocier entre eux la fin des combats. Lors de la négociation définitive, le lieu fut encerclé par les femmes. Lassées de voir les palabres tirer en longueur, Leymah Gbowee fut envoyée pour débloquer la situation. Devant l'obstination de ces hommes, elle menaça de se mettre nue. Effrayés par cette menace de malédiction, ils signèrent la paix.

Depuis, partout en Afrique noire, des femmes manifestent la plupart du temps revêtues de vêtements blancs comme les manifestantes libériennes et parfois seins nus, quand la pression est trop forte. Tout cela dans le silence des Blancs, dans notre silence.

Pierre Sommermeyer

Fédération anarchiste (Strasbourg)

De la **nécessité** d'aller plus loin

L'Alter-sommet des 7 et 8 juin à Athènes

Jean-François Aupetitgendre

CE FUT UN BEAU RASSEMBLEMENT, dans un magnifique stade olympique, presque parfaitement organisé, mais qui laisse un goût amer d'impuissance. En effet, dans tous les débats, dans toutes les présentations de mouvements, associations ou syndicats, le constat est clair (l'ennemi est bien identifié comme étant le néolibéralisme), le problème bien analysé (nous ne sommes plus en face d'une petite perversion du système qu'il faudrait corriger, mais face à un plan bien ficelé, une stratégie du choc – bien que je n'aie jamais entendu le terme prononcé), les solutions bien limitées...

Le titre du sommet était assez significatif : « Pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe ! » Tous les termes seraient à préciser :

– Europe. L'Europe est partie d'une volonté de paix (éviter une Troisième Guerre mondiale), d'un souci social (dans la ligne du Conseil national de la résistance), d'un rêve de proximité culturelle entre les peuples. Qui nous dit qu'une nouvelle Europe partant sur des bases aussi saines que la précédente n'aura pas rapidement les mêmes effets pervers, ne sera pas aussi vite récupérée par le néolibéralisme, les lobbies, la bureaucratie ?

– Démocratique. Parle-t-on de démocratie représentative, parlementaire, directe, de social-démocratie, de démocratie populaire ? Visiblement, ceux qui ont usé et abusé du terme n'avaient pas tous la même idée de ce que cela implique !

– Sociale. Les idées d'égalité et de justice ont été portées par le socialisme, le communisme avec autant de fougue et de vertu que peuvent en déployer les altermondialistes. Qui nous dit qu'elles ne deviendront pas rapidement aussi roses que le PS ou le Pasok ? Qui nous dit qu'elles ne se dilueront pas dans une nouvelle oligarchie verte et durable tout aussi corrompue que l'oligarchie bruxelloise actuelle ?

– Écologique. L'écologie peut nous amener aux champs d'éoliennes ou de panneaux

voltaïques, c'est-à-dire à une industrialisation forcenée qui n'aura de durable que l'étiquette. Elle peut aussi amener à l'intégrisme de fous passésistes, ou autres perversions déjà en germe dans les mouvements écologiques. À force d'en faire une panacée où tout est possible, il faudra inventer un autre mot !

– Féministe. On se demande bien pourquoi les femmes auraient un traitement spécial dans le mouvement égalitaire. La lutte contre le patriarcat est certes importante, mais ni plus ni moins que celles qui sont en faveur des minorités, des exclus, des inclassables, que celles qui s'attaquent aux paradigmes de l'argent, des hiérarchies, des structures étatiques...

L'ensemble des organisations ayant participé à la préparation du sommet avaient rédigé un *Manifeste des peuples* définissant les objectifs. Ce qui est proposé dans ce manifeste est de refonder une autre Europe, plus sociale, d'exiger des gouvernements qu'ils changent de politique, de rassembler le plus grand nombre au-delà des frontières et des particularismes, afin d'opposer au néolibéralisme un rapport de force capable de le faire plier... L'analyse de la situation est réaliste : l'Europe est au bord du gouffre, les politiques d'austérité ruinent les peuples, menacent la démocratie et la paix, démantèlent le modèle social, accentuent la crise écologique et les inégalités, nous entraînent vers des gouvernements autoritaires... Il est donc bien question de refonder l'Europe pour la sortir de l'emprise des marchés financiers et du néolibéralisme.

Lorsque l'on entre plus dans les détails, le manifeste réclame de mettre un terme à l'austérité, d'imposer une fiscalité juste et progressive, de développer des programmes d'investissement dans la transition écologique et sociale, de renforcer les biens communs, sociaux et environnementaux. Les revendications considérées comme urgentes sont la restauration des conventions collectives et des instances de négociation, l'arrêt du dumping social, l'augmentation des salaires, la protec-

tion du droit au logement, l'égalité homme-femme, clarifier le statut des migrants, mettre les banques au service de l'intérêt général...

Dans les ateliers examinant chacune de ces revendications, les divergences émergent très vite : les tenants d'un revenu minimum d'existence, universel et sans condition, mettent les syndicalistes en émoi, craignant que cela devienne une prime au chômage volontaire et réclamant plutôt la lutte pour des minima salariaux décents. Une philologue, au demeurant très pertinente, s'attaque à tous les mots employés à l'envie dans les débats (pauvreté, qui a une connotation religieuse, État providence alors que l'on devrait parler d'État social, etc.). Elle se lance dans une diatribe contre la charité business trouvant indécent que quiconque puisse vivre de la pauvreté de l'autre, même dans la meilleure des ONG !

Peu de gens disent que, dans cette guerre économique, l'adversaire a déjà presque gagné, qu'il a un siècle d'avance sur nous, qu'il court de victoire en victoire avec une belle unité, une stratégie parfaite et une tactique tous azimuts que l'on est loin de posséder.

Peu de gens se posent la question du bout par lequel il faut entamer cette bataille : par le haut (imposer des gouvernements au service des peuples, construire une Europe solidaire) ou par le bas (les organisations de base, les espaces de liberté qui nous restent) ?

Peu de gens se posent la question des paradigmes qu'il faudra bien changer si l'on veut abattre le néolibéralisme. Toutes les expressions de colère, les aspirations à la justice, les rêves d'un autre monde, aussi sympathiques soient-ils, n'expliquent pas ce qu'il y a de fondamental à changer pour que le rêve devienne réalité. Et pas un anarchiste en vue pour empêcher de penser en rond !

Il y a donc une faiblesse inhérente à tout ce déploiement qui se veut de force : nous pensons, agissons, combattons dans un système qui n'est pas le nôtre, avec des armes d'un autre temps, pour une vision du monde que



nous définissons très mal. En face, l'adversaire est puissant car il possède tous les leviers du pouvoir (la politique, l'argent, les médias, la police, la justice). Il a déjà « contaminé » la plupart de nos alliés potentiels par la culture consumériste, par un mode de vie individualiste, par des postulats qui ont maintenant la force de théorèmes (le capitalisme est indépassable, la croissance est indispensable, la mondialisation incontournable, les créations de richesses ont fait chuter le nombre des personnes en dessous du seuil de pauvreté...). Il a également l'avantage du cynique sur l'idéaliste qui est de n'avoir aucune inhibition morale, éthique, idéologique. Il a d'ailleurs réussi à remplacer l'idéologie par le pragmatisme (grâce à la chute du communisme), rendant ainsi suspecte toute idée neuve, et portant aux nues le réalisme. Il a réussi le tour de force de créer des cases bien hermétiques qui paralysent toute velléité de changement (quiconque promet au peuple une vie meilleure est populiste, quiconque s'attaque au moindre paradigme est un dangereux révolutionnaire, un terroriste, voire un délinquant).

L'ennemi n'a même plus besoin de nous combattre. Il lui suffit de nous laisser organiser des alter-sommet dans lesquels nous allons affirmer nos divergences, mettre en exergue les limites de nos institutions, attiser nos querelles internes. Même nos slogans sont dérisoires face à la force tranquille du néolibéralisme : « Altermondialistes de tous pays

unissez-vous ! » ; « Créons une semaine unitaire et convergente des luttes au niveau européen ! » ; « Innovons ! » ; « Groupons-nous et luttons ! » ; « Dehors les exploités ! » ; « Nous ne serons pas vaincus ! » ; « Nous sommes la résistance ! », etc. Autant de slogans dits mobilisateurs qui déclenchent des *standing ovations* et des poings levés comme aux beaux temps des meetings de la Sociale ! Je me suis demandé comment réagirait un vrai tenant du néolibéralisme, un de ces combattants de l'ombre qui tranquillement obligent les gouvernements à déréguler, à casser les systèmes sociaux... Sans doute serait-il mort de rire, décès peu cruel mais qui nous arrangerait bien. Nous devrions toujours en inviter deux ou trois !

Certains se sont invités à l'Alter-sommet pour des raisons douteuses. Des syndicats et des partis sont arrivés avec leurs drapeaux, badges et slogans habituels, réclamant à corps et à cris plus de pouvoir d'achat, plus de travail, plus de protections sociales. Étaient-ils là pour des raisons électorales, parce qu'ils n'ont pas compris que les enjeux sont ailleurs et que le néolibéralisme imposera des textes comme ceux de l'ANI qu'ils manifestent ou pas ? D'autres sont venus pour nous inciter à lutter contre le TPN (Transatlantic Policy Network), d'autres pour nous narrer le triste sort réservé aux lesbiennes et la nécessité de légiférer en leur faveur. Était-ce bien le lieu, le propos, l'urgence dans un tel rassemblement ?

Il reste les bienfaits de l'échange, les rencontres de personnes éminemment respectables, des idées qui fusent parfois, judicieuses, imaginatives, révolutionnaires. Il reste de bonnes initiatives comme celle de présenter un village des solidarités où toutes les associations, tous les collectifs, tous les mouvements qui innoveraient intelligemment face à la crise grecque puissent se faire connaître. Il reste un service de restauration rapide qui marquera nos souvenirs avec des menus turcs, afghans, philippins, etc., ce qui redonne espoir dans un pays où l'Aube Dorée organise des chasses à l'émigré, où le gouvernement se recroqueville dans un nationalisme de bon aloi...

C'était donc à faire, merci à tous, allons plus loin la prochaine fois !

J.-F. A.

P.-S. : Le sommet avait lieu dans l'un des sept stades olympiques, lesquels s'étendent sur des hectares, élèvent des structures métalliques immenses, recèlent des kilomètres de salles, de couloirs, de passages aériens ou souterrains. Un pharaonique labyrinthe complètement disproportionné par rapport à la ville, immense chantier inutile et coûteux qui restera longtemps pour les Athéniens comme une épine dans leurs pieds et n'aura enrichi que les multinationales chargées de sa construction. Une belle métaphore de l'arrogance et du cynisme néolibéral...

Si la vraie droite nous était contée

Louis Janover

IL EST UN POINT CARDINAL sur lequel s'accordent encore même ceux qui s'insurgent contre la politique «de droite» que mène François Hollande: il fallait d'abord que Sarko «dégage» pour rendre possible une politique «de gauche». Tel est en effet l'incontournable argument de la démocratie représentative, qui clôt toute discussion: votez contre, et on verra après. Mais les faits sont têtus et la leçon électorale s'impose d'elle-même: il fallait que Sarko «dégage» pour qu'une vraie politique de droite soit mise en œuvre!

À peine retombés les échos triomphaux des grandes orgues républicaines chargées d'accompagner l'élection du président de la République au suffrage universel, voici la marche funèbre: la trahison des espérances, la déception des électeurs trompés par les promesses non tenues du candidat! Sauf qu'en politique, comme la fonction des promesses n'est d'être justement que des promesses, ce sont elles qui sont appelées à assurer la continuité de la politique qu'elles devaient empêcher. Discuter sur les raisons pour lesquelles les élus ne peuvent respecter leur parole, c'est le plat que la démocratie représentative repasse.

Vous avez dit lutte contre la finance? Vous pouvez donc être sûrs que la finance va continuer à mener le monde, et qu'on va tout au plus adapter le système aux nouveaux besoins d'accumulation du capital. Quant aux rémunérations des patrons, parions que rien de ce qui sera décidé ne les mettra sur la paille.

Chômage, flexisécurité, retraites, compétitivité, coût du travail? On peut interroger dans un sens ou dans un autre toutes les mesures prises, ou à prendre, on s'apercevra que la

même logique est à l'œuvre, sauf que, contrairement à ce qui est claironné, rien de ce qui a été dit avant les élections ne peut contredire ce qui est aujourd'hui mis sur la table. C'est même le contraire qui est vrai et qui donne le caractère nouveau de ce quinquennat: la seule promesse que j'ai faite est que je ne ferai aucune promesse que je ne puisse tenir; donc je ne tiendrai aucune des promesses que vous me prêtez en fonction de ce que vous attendiez de moi. Je ne ferai que ce pour quoi j'ai été élu: endosser la politique que la droite peinait à mettre en œuvre, car seule la gauche peut réaliser les mesures de régression sociale que commande le nouveau cycle du capital.

«François Hollande président des renoncements», titrait tel journaliste qui ne renonce jamais à resservir, sur un autre air, l'antienne que l'on entend à la suite de chaque élection qui ouvre le pouvoir à un gouvernement de gauche. En réalité, Hollande n'a renoncé à rien de ce pour quoi il a été porté aux affaires; à rien de ce que lui permet la période historique dans laquelle a eu lieu le changement, et de ce qu'il est possible à la nouvelle équipe gouvernementale d'accomplir en tant que gérante honnête, et bien souvent malhonnête, du capitalisme.

Jeter des sondes pour savoir où se situe le point de rupture, avancer puis reculer de deux pas pour mieux savoir où poser les pieds en toute sécurité, laisser entendre une chose pour mieux faire passer ce qu'on a en vue – toute la première année du quinquennat aura été le quadrillage du terrain sur lequel va maintenant avoir lieu le grand nettoyage. Loin d'être irrésolu et velléitaire, Hollande s'est révélé en

ce domaine manœuvrier redoutable, parce que non redouté, et l'image un peu gauche qu'on donne de lui est un atout supplémentaire. Son double jeu, toujours orienté de la même manière, aura été parfait pour faire table rase du passé socialiste, si bien que la question ne se pose même plus et que la poser relève de l'inconscience... de classe.

Je ne veux recevoir d'ordre ni de Bruxelles et ni de la BCE, je ferai de moi-même ce que la situation économique – entendons le taux de profit – me commande de faire et le résultat dépassera leurs directives. Tel pourrait être le programme du Grand Liquidateur. Liquidateur du socialisme, certes, mais aussi de la manière même dont ses prédécesseurs avaient déjà commencé à faire le ménage.

La réforme sociale, elle consiste uniquement à revenir sur les anciennes conquêtes ouvrières pour que le patronat ne se sente plus lésé, et l'inversion du sens est en ce domaine parfaite. La gauche est ainsi faite que l'on arrive à ce paradoxe: les critiques les plus virulentes viennent de «la droite» qui lui reproche de ne pas aller plus loin et plus vite pour réaliser ce qui était resté en souffrance dans les cartons de Sarkozy.

Faut-il oublier pour autant les intraitables du Front de gauche, familiers du grand écart? Après avoir aidé les nouveaux maîtres à investir la place, les voilà qui maintenant, frustrés de leur part de gâteau, crient au voleur, mais remplissent fidèlement leur rôle d'«idiots utiles», en réserve de la république.

Le hasard peut faire tomber le lecteur sur un ouvrage, à forte tonalité polémique, qui fut publié en 1986 et qui porte pour titre *La deuxième droite!*. Quel ne sera pas son étonne-

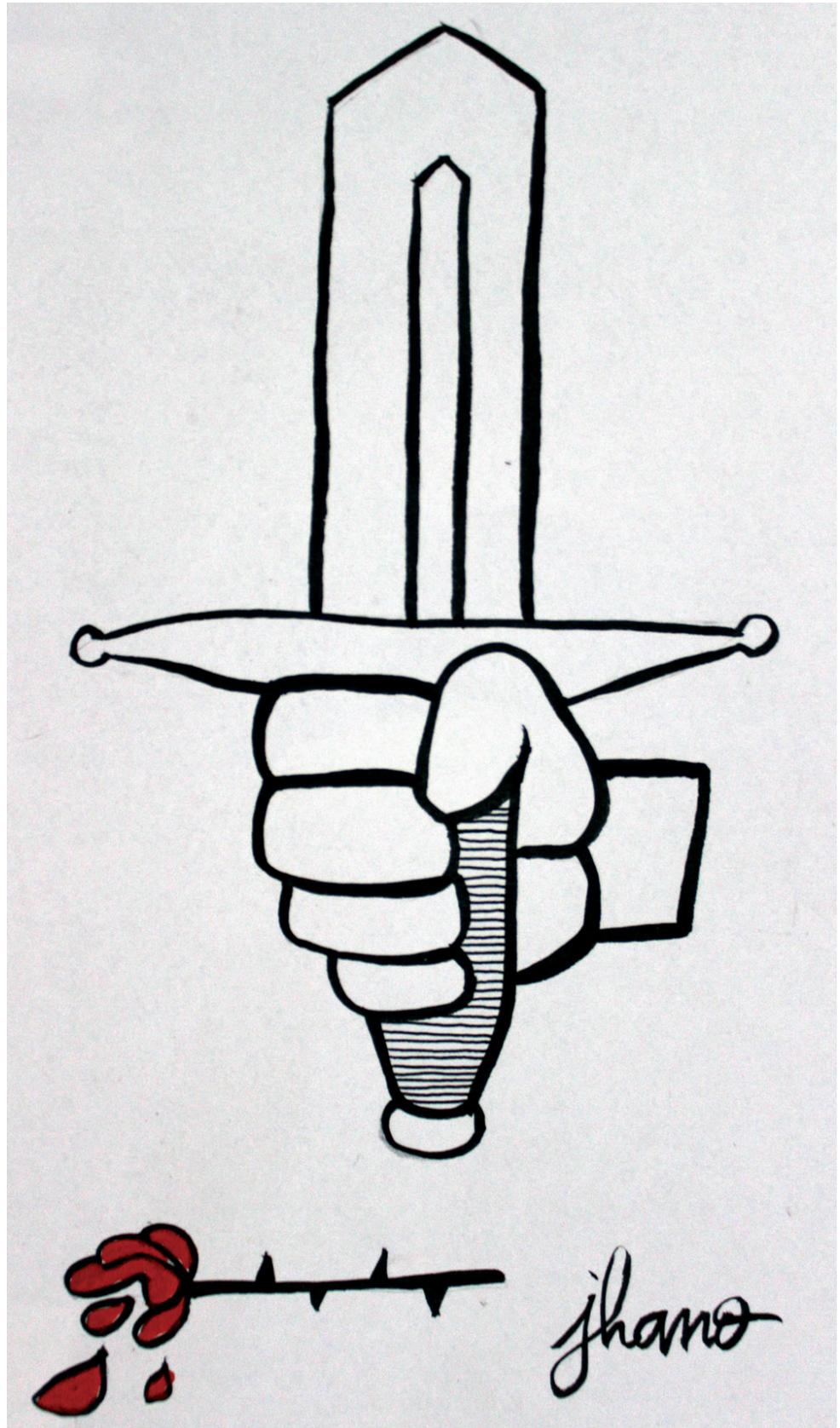
ment! Si l'on en croit les deux auteurs, sans doute guidés par le ressentiment, toutes les mesures mises en chantier aujourd'hui étaient déjà au cœur de la politique de l'état-PS dans les années 1980 et nombre de ceux qui sont aujourd'hui aux commandes étaient déjà là, en train de se faire la main! Une différence de taille pourtant: une partie du miterrandisme consistait à justifier les reniements et les retournements en se référant aux principes socialistes que la dure réalité obligeait à écorner. Après les contraintes et les détours, on reviendrait aux revendications des exploités. Tout le discours «socialiste» reposait sur cette ambiguïté et sur la nécessité de faire la part des choses sans renoncer à l'essentiel. Et c'est pourquoi l'intelligentsia trouvait dans cette situation un terrain d'une incomparable richesse, où tout son art de la casuistique pouvait se déployer.

C'est le contraire qui est vrai aujourd'hui: l'éradication de toute référence au socialisme, au réformisme social et aux conquêtes ouvrières est mise en avant comme preuve de la détermination et du courage des dirigeants. Qu'on soit obligé de s'engager sur le chemin de la rigueur, certes, mais les classes populaires ont tout à y gagner. Ce que leurs rivaux échouaient à faire, ce que leurs prédécesseurs hésitaient à assumer, eux auront le courage de le réaliser, comme Gerhard Schröder en Allemagne. Jaurès ne pèse pas lourd face au modèle allemand! Et l'intelligentsia saura là encore donner le ton, même s'il lui faut patienter quelque temps avant de trouver que Hollande est finalement *the right man in the right place*. Ce qu'il est en réalité!

Finis les atermoiements et la mauvaise conscience face à la réalité. Moscovici a parfaitement résumé la vision de l'avenir de ces commis du capital: «Les entreprises sont au cœur de notre politique économique: nous voulons les aider à créer de la richesse et des emplois, à investir et à embaucher.» L'exploitation au cœur! Tel est le mot d'ordre de ces agents d'exploitation!

C'est pourquoi, en lisant les pages de *La deuxième droite*, on peut dire que le temps ne fait rien à l'affaire. Nous n'avons pas seulement un tableau de ce qui restera au bout des deux septennats de François Mitterrand: un passé en démolition, celui du socialisme comme des références à l'histoire et à ses aspirations; mais également, mais surtout, l'annonce de ce qui était alors en préparation: rendre les intérêts de gauche et de droite politiquement et socialement compatibles dès lors qu'il faut liquider l'héritage social des luttes ouvrières et aplanir la voie au tout-capital.

La deuxième droite s'ouvrait sur cette image: Mitterrand, l'homme au masque de sire, déposant comme en secret un pot de chrysanthèmes sur le cénotaphe dans lequel était censé reposer le socialisme. Hollande, incarnation de la vraie droite, cette fusion parfaite de toutes les mesures de régression et de répression prises pour réduire à merci le mouvement ouvrier et l'histoire populaire,



Hollande n'a eu qu'à se baisser pour prendre au vu et au su de tous le pot de chrysanthèmes et le jeter aux orties. Foin des cérémonies funéraires qui portent encore en elles l'illusion de ce que l'on prétend enterrer! C'est à la vie, celle des patrons de l'entreprise France, mais pas seulement, qu'il se voue, sans aucune arrière-pensée idéologique: telle est la tâche que lui commandent sa fonction et la situation dans laquelle se trouve le capital en son pays, et il la mène à bien, sans aucun état

d'âme et sans aucune mémoire qui pourrait le mettre en contradiction dans ses choix.

L.S.

1. Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, *La deuxième droite* (1986), Marseille, Agone, 2013. Avant-propos de Thierry Discepolo et Éric Sevault, «Trente ans après. Retour sur le retour du PS».



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

La CGT face à l'État

Les années 1895-1914
du syndicalisme révolutionnaire



Alain Sauvage

AFFOLÉ PAR LE SUCCÈS GRANDISSANT des idées et des pratiques libertaires au sein des masses populaires, le pouvoir en place a mis en œuvre une répression implacable contre les anarchistes et les organisations dans lesquelles ils étaient influents. La CGT en premier lieu.

Il n'est pas possible de dissocier l'affaire Jules Durand¹ du développement du syndicalisme révolutionnaire au début du siècle.

Face à un Parti socialiste réformiste et dominateur, l'action directe et la grève générale rassemblaient des adeptes de plus en plus nombreux jusqu'à rendre difficile l'exercice du pouvoir en France.

Affolé par le succès grandissant de la CGT qui culmina avec la journée de grève du 1^{er} mai 1906 pour la journée de huit heures, le pouvoir décida d'utiliser tous les moyens pour abattre le syndicalisme révolutionnaire. Provocations et menaces, la répression physique ne suffisant pas, on eut recours à la provocation pour tenter de déstabiliser la CGT, et permettre le retour des réformistes à sa tête.

Ce fut l'affaire de Draveil-Vigneux, montée de toutes pièces par Aristide Briand, alors ministre de l'Intérieur. La manifestation du 30 juillet 1908, qui tourna à l'émeute, fut le prétexte de l'arrestation de la plupart des dirigeants confédéraux, et parmi eux le secrétaire général Victor Griffuelhes, ce qui allait permettre à d'autres syndicalistes de profiter de cet emprisonnement pour tenter un véritable putsch.

Le congrès de Marseille, en septembre, confirme pourtant, à une majorité qui surprit tous les observateurs, les thèses du syndicalisme révolutionnaire. La provocation du pouvoir s'était retournée contre lui. La libération des dirigeants emprisonnés ne tarda pas, mais dans l'ombre des hommes de main de Briand, et notamment le trésorier Lévy et Latapie, lancèrent une véritable cabale contre Griffuelhes, l'accusant ouvertement de détournement de fonds dans l'affaire de l'achat d'un local confédéral.

Les congrès suivants lavèrent Griffuelhes de tout soupçon, mais la crise était ouverte, car le secrétaire général démissionnait. C'est un transfuge du syndicalisme révolutionnaire, Niel, qui fut élu, le 25 février 1909, secrétaire général de la CGT avec les voix des réformistes et des guesdistes. Mais la provocation allait faire long feu : la CGT se reprenait et, six mois plus tard, Niel était contraint de démissionner à son tour. Il fut remplacé par un jeune militant anarchiste pratiquement inconnu alors : Léon Jouhaux. Aussi, il n'est pas étonnant que la tension monte à nouveau avec le pouvoir à partir de 1910.

En octobre, la grève des cheminots, située dans le cadre d'une grande campagne contre la vie chère, fit envisager à Briand la dissolution de la CGT. Mais l'affaire Durand, à laquelle Briand n'était sans doute pas étranger et qui éclata véritablement en novembre avec sa condamnation à la peine de mort, a joué un rôle dans cette hésitation : le risque aurait été trop grand, l'affaire Durand aidant, de déclencher un vaste mouvement de protestation.

Lois « ouvrières » pour porter des coups bas

Il n'est pas jusqu'aux lois ouvrières qui n'aient été utilisées pour tenter d'abattre le syndicalisme révolutionnaire. En 1910, un projet de loi proposait de rendre obligatoire les contrats collectifs réglementant le travail. La CGT estima qu'en les rendant obligatoires le pouvoir pourrait prononcer des sanctions contre les syndicats qui dénonceraient un accord, et d'ailleurs la loi prévoyait également un arbitrage obligatoire en cas de conflit et un vote secret des ouvriers préalable à toute grève. Le congrès de Toulouse, en 1910, rejeta ce projet qui fut alors abandonné.

Nouvel assaut en juin 1913 : le ministre du Travail, Raoul Chéron, proposa d'accorder aux syndicats la capacité civile (possibilité de posséder des biens, d'acheter et de revendre...) et tentait, par ce biais, d'imposer aux syndicats le vote à la proportionnelle qui était réputé favoriser les réformistes. Ce projet fut aussi abandonné en pleine mobilisation syndicaliste contre les risques de guerre. Le président du Conseil Barthou menaçait la CGT de dissolution, ce fut son ministère qui tomba en décembre.



Une des tactiques habituelles du pouvoir, soutenu en cela par les réformistes et le Parti socialiste, consistait à dénoncer le fait que les syndicats étaient dominés par les révolutionnaires parce qu'on ne votait pas proportionnellement au nombre d'adhérents.

Les réformistes étaient censés contrôler les gros syndicats, tandis que les révolutionnaires ne devaient représenter que des syndicats squelettiques. La réalité était tout autre et un pointage rigoureux permet de montrer que le mode de vote n'était pour rien dans la domination des anarchistes à la CGT.

De 130 000 adhérents en 1902, la CGT était passée à 200 000 en 1906, à 300 000 en 1908, à 400 000 en 1910 (en pleine crise interne, ce qui prouve que la provocation n'a pas réussi). À la veille de la Première Guerre mondiale, on estime généralement les effectifs réels de la CGT à près de 600 000. Dans ce contexte de progression importante du syndicalisme révolu-

tionnaire (qui s'accompagne, ne l'oublions pas, d'une progression des idées anarchistes, celles-ci ayant trouvé un de leurs moyens d'action privilégiés dans la CGT), l'affaire Durand est bien un épisode de la guerre ouverte entre la CGT et le pouvoir. Mais aucun des moyens utilisés ne se révélera efficace. Seul, le déclenchement de la guerre sonnera le glas d'un mouvement social qui menaçait l'ordre établi. **A.S.**

1. Jules Durand, secrétaire du syndicat des charbonniers, est arrêté à la suite d'une grève illimitée. Pour briser cette grève, le patronat l'accuse d'avoir tabasser Dongé, un jaune qui meurt de ses blessures. Au terme d'un procès truqué, Jules Durand est lourdement condamné à quinze ans de travaux forcés. En solidarité, une grève générale est déclenchée à Rouen, suivie de mouvements de protestation. Finalement, Jules Durand est libéré en 1911, mais il est devenu fou durant sa détention et se retrouve en asile d'aliénés où il mourra en 1926. (Ndlr.)



Sciences

«La mission de la science est [...] de planter les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals.»
Bakounine

Gène égoïste, gène généreux

Réponse à Thierry Lodé (2/2)

Loïc Magrou

VULGAIREMENT, le gène est égoïste, l'individu, lui, est altruiste. Pourquoi ? Parce que les gènes participant à la construction de «corps-véhicules» plus altruistes furent favorisés face à leurs allèles concurrents qui, eux, construisaient des véhicules moins altruistes. Si nous nous plaçons métaphoriquement du point de vue des «intentions» du gène égoïste, construire un corps plus altruiste est une excellente stratégie pour maximiser le nombre de copies de nous-mêmes à la génération suivante.

Oserais-je me permettre ici une petite parenthèse idéologique ? Je vais me gêner ! À la vue des quelques lignes qui précèdent, on se rend compte qu'en fait, avec Dawkins, c'est l'altruisme qui est devenu intrinsèque, génétique. Nos gènes nous construisent pour nous soucier des autres, pour comprendre leurs souffrances et pour coopérer afin de les minimiser. L'entraide est darwinienne et Kropotkine, n'en déplaît aux tenants de l'eugénisme, avait vu juste. Bref, avec cette vue-là, ce n'est plus l'eugénisme qui folâtre avec l'évolution, mais bien l'humanisme, voire, pour peu que l'on ose faire le lien, bon nombre des principes fondamentaux qui forment le roc sur lequel le mât de notre noir étendard est posé ! Ah, mes bien chers frères et sœurs, je vous le dis, cette vue-ci parle plus à mon cœur que tout autre rapprochement entre sciences et idéologie. Néanmoins, et nonobstant mon envie de défendre cette vue, force m'est d'admettre que ce lien scientifico-idéologique est tout aussi capilotracté que le tien, Thierry, la seule différence étant que je suis positiviste plutôt que cynique. Or c'est bien là le danger de ce genre de tentative ! Pris dans le bon sens et en sélectionnant les bonnes parties, n'importe quelle théorie scientifique peut justifier n'importe quelle idéologie.

Mais fermons cette parenthèse pour un temps et revenons à la science ! Joan Roughgarden, autrice du livre *Le Gène généreux*, est une éminente scientifique de Stanford, aux

États-Unis ; elle conteste en effet l'idée du gène égoïste. Plus exactement, elle remet en cause l'un des bastions darwiniens les plus établis : la sélection sexuelle. Pour les néophytes qui me lisent, et dont je salue en passant la persévérance de m'avoir suivi jusqu'ici, la sélection sexuelle est un cas particulier de la sélection naturelle – suggéré par Darwin lui-même en 1871 – qui permet d'expliquer certains faits parfois contre-intuitifs observés dans le monde vivant, notamment les différences morphologiques et éthologiques entre les sexes et certaines adaptations a priori aberrantes. Un exemple classique de ce genre de phénomène est la roue du paon mâle, cette queue si formidable et encombrante que l'on se demande comment la sélection naturelle a bien pu favoriser un machin pareil !

Roughgarden, sans nier l'existence de la compétition entre les sexes, remet néanmoins en cause sa toute-puissance et propose un modèle où les deux sexes coopèrent et négocient pour produire leur descendance. Ce nouveau modèle, qu'elle nomme sélection sociale, introduit de nouvelles notions dites de «firme» et de «travail d'équipe» et peut, comme tu le soulignais justement, Thierry, faire penser à une résurgence de la sélection de groupe. Au-delà de ça, sa théorie a pour moi trois faiblesses majeures, sur lesquelles je serais curieux d'avoir ton avis.

La première est que son modèle, fort de ses mathématiques et de ses concepts innovants et réellement intéressants, reste à mon sens extrêmement descriptif et peu fourni quant à la mécanique intime de cette sélection sociale. Roughgarden questionne la validité de la sélection sexuelle, qu'elle estime trop basée sur la notion de gène égoïste, mais ne propose pas un autre mécanisme de sélection au niveau du gène, tout en semblant oublier que la coopération entre individus et entre les sexes est largement explicable – et en partie expliquée – par une théorie évolutive centrée sur le gène. De fait, malgré un pouvoir de pré-

diction certain et l'innovation mathématique dont elle fait preuve, sa théorie me semble très faible si le but est de contester la vision du gène égoïste.

La deuxième faiblesse est cette notion de plaisir partagé à la résolution d'un problème commun. Cette notion est très importante pour Roughgarden qui y voit une claire indication que les deux sexes sont loin d'être toujours en conflit d'intérêts quand vient le moment de la reproduction. Propos qui, il est vrai, est parfaitement typique de la sélection sexuelle. Encore une fois, cette idée n'est que superficiellement en conflit avec le gène égoïste, puisque la capacité à ressentir ce plaisir partagé a bien sûr elle aussi évolué et que cette évolution est très facilement explicable du point de vue de ce même gène égoïste.

Enfin, et peut-être parce que je suis moi-même dans les neurosciences, il me semble évident qu'une espèce susceptible de ressentir ce fameux plaisir partagé est nécessairement par là même une espèce possédant un cerveau doté de capacités cognitives relativement élevées. Cet argument est *de facto* caduc pour toute espèce ne possédant pas le cerveau adéquat. Par conséquent, les dimorphismes sexuels¹ – morphologiques ou éthologiques – de certains insectes, araignées, amphibiens, reptiles ou même mammifères et oiseaux ne sauraient tenir compte de ce plaisir partagé, et la théorie de Roughgarden apparaît comme peu parcimonieuse parce que réservée aux espèces qui « peuvent se le permettre ». Bref, je te rejoindrai, Thierry, quand tu dis qu'elle échoue à proposer un mécanisme sélectif crédible.

Revenons à tes propos. Tu suggères qu'il est temps pour la biologie d'arriver à s'émanciper du néodarwinisme afin de pouvoir enfin proposer une nouvelle vision de l'évolution, d'où probablement ton hommage à Lamarck et ta volonté d'écrire sur Roughgarden. Dès lors, que serait une évolution non darwinienne? Quels en seraient les mécanismes intimes? J'avoue ne pas comprendre ce que tu voudrais dire par là et, au-delà de ça, je pense que si pareil mécanisme avait été trouvé, ça aurait fait la couverture d'un bon gros *Nature*²... Le néodarwinisme est toujours debout parce qu'il fonctionne, explique et prédit dans une large mesure la diversité qui nous entoure, non parce qu'il « coïncide parfaitement avec les idées des dominants »! Je trouve que ce genre d'arguments pue dangereusement la conspiration et j'en appellerais à un peu plus de pensée critique. Et toi probablement de répondre que je suis victime du même endoctrinement intellectuel que celui contre lequel tu te bats, et que la pensée critique est justement dans ton camp.

Revenons maintenant sur le mélange entre sciences et idéologies, cette fois sauce Roughgarden. Quand on l'écoute en conférence, elle est très acide face à la sélection sexuelle pour des raisons qui semblent d'abord idéologiques, car mettant l'homme et



la femme sur un pied d'inégalité. En guise d'illustration, voici un extrait d'une de ses conférences à propos de l'évolution du cerveau humain, le tout traduit par mes soins : « Le cerveau humain est expliqué comme l'équivalent de la queue du paon chez l'homme, ce qui bien sûr pose un problème quant à savoir pourquoi les femmes ont un cerveau, parce que les paonnes n'ont pas de queue, et l'existence d'un ornement mâle chez la femelle est problématique évolutivement parlant. Donc bien sûr la réponse est que les femelles ont un cerveau pour admirer celui des mâles » (Symposium "Beyond Belief", 2006).

Cette petite pointe d'esprit, succulente au demeurant, prend néanmoins toute sa profondeur quand on sait que Roughgarden est très impliquée dans le mouvement transgenre à San Francisco, et qu'elle-même est transsexuelle. Du coup, fatalement, remettre en cause les fondements biologiques de la dichotomie homme/femme semble raccord avec ses idéaux, et la véhémence de son propos n'a d'égale que sa volonté politique de déconstruire les sexes. De là à dire que le premier est motivé par le second, il n'y a qu'un pas... aisément franchissable pour peu que l'on cherche à justifier biologiquement sa condition humaine, au risque de retomber dans les rapprochements foireux que je décriais au début de ce déjà bien trop long pamphlet. Sachons raison garder néanmoins, sa recherche est tout ce qu'il y a de plus scientifique, et ses contributions à la connaissance et à la compréhension de l'évolution sont incontournables.

L'importance d'éviter les amalgames entre sciences et idéologies est fondamentale parce que ne pas le faire, c'est ne pas valoir mieux que le démagogue, le sophiste ou l'individu

lambda qui avale sans rechigner ce que les deux premiers lui envoient de force dans le gosier. La science n'est pas « parcourue d'idéologies », qu'elles soient réactionnaires, dominatrices ou autres, pas plus qu'il n'y a d'idéologies scientifiques. Je suis d'accord avec toi, Thierry, une éducation populaire est comme tu le suggères absolument nécessaire pour analyser toutes les idéologies, bonnes ou mauvaises, douteuses ou non, qui se prétendent de descendance scientifique.

Qu'il me soit permis pour finir de lancer ma dernière critique à propos du sensationnalisme latent de l'article de Thierry Lodé. Du sous-titre « La biologie dans tous ses états », digne d'une une de *Science et Vie Junior*, à sa dernière phrase : « Il faut surveiller le gène et critiquer la biologie » – qui semble plus destinée à faire peur qu'à faire réfléchir –, en passant par des propos soigneusement choisis pour stigmatiser le néodarwinisme comme étant réactionnaire et ultralibérale, tout dans cet article beugle le parti-pris, et le quidam moyen, pour peu qu'il soit crétin, blasé, déjà biaisé ou tout simplement pressé, aura tôt fait de juger le darwinisme pour ce qu'il n'est pas : une idéologie.

J'avoue que, venant d'un scientifique dans un journal qui prône l'autonomie de pensée, j'attendais un tantinet plus d'esprit critique et de mesure dans le propos. **L. M.**

1. On appelle dimorphisme sexuel les différences anatomiques, morphologiques, comportementales, etc., entre un individu femelle et un individu mâle d'une même espèce. (Ndlr.)

2. *Nature* est une revue scientifique prestigieuse. (Ndlr.)

Citoyen du volcan

LA BIOGRAPHIE est un genre littéraire aussi indispensable qu'agaçant : en général, une personne en tous points moins intéressante que sa cible commet une pesante énumération de ce que l'on sait sur la façon dont telle personne réellement intéressante, elle, pétait, crachait, se grattait la tête et dormait, ou non, la nuit, et décide ensuite que ces fascinantes découvertes expliquent seules une œuvre ou une histoire. À une règle il faut une exception. L'Atelier de création libertaire vient d'en publier une. *Citoyen du volcan*, Épitaphe pour Jean Sénac de Max Leroy. Je n'avais pas la moindre idée de qui était Jean Sénac, mais l'énumération de certaines de ses caractéristiques – « poète, socialiste, anarchiste, révolutionnaire, chrétien mécréant, homosexuel... » – avait de quoi allécher. Signalons cependant qu'à la fin de son livre, Leroy écrit, un peu plus précisément : « Trop socialiste pour les esthètes, trop libertaire pour les marxistes, trop sensuel pour les rats d'église, trop patriote pour les anarchistes, trop poète pour les dialecticiens, trop vivant pour la France, trop mort pour l'Algérie. [...] Qu'on le laisse ainsi, chat des rues, hors des clous, franc-tireur sans rond de serviette sur aucune table. » Comment résister ?

De la serpillière comme pourpre impériale

Découvrons donc le citoyen des laves et l'esthète des fumerolles. Né à Beni Saf, non seulement prolo, mais bâtard. Ça commence bien. Papa biologique probablement gitan, certainement absent. Papa d'état-civil fonctionnaire propre sur lui, hélas divorçant rapidement de maman nettement moins propre sur elle. Encore que de naissance elle s'appelle M^{me} Comma, ce qui veut dire en anglais « Madame Virgule ». Décidément ça commence bien. Quoique petit Jean Sénac (le nom vient de celui de papa d'état-civil) commence, lui, en catholique un peu mystique. Personne n'est parfait. Il finira en tout cas à peu près libre du goudron catholique, et auteur de vers parfois persuadés de l'inexistence de Dieu, parfois réclamant que le Seigneur rectifie ses erreurs et fissa, ça urge, ou encore que si Dieu existe, il ne vit que « dans mes couilles », intéressante localisation du paradis terrestre. Il décide vite qu'il sera poète, sa seule hésitation sérieuse ayant consisté à se demander s'il n'irait pas plutôt traîner ses guêtres à l'école des Beaux-Arts d'Alger. Belles ambitions pour le fils d'une femme de ménage. Car que des fils de femme de ménage se résignent à crever la faim n'a rien de surprenant, il s'agit là en général d'une estimation objective de la structure du monde, mais qu'un fils de femme de ménage décide de crever la faim en tant que poète alors qu'il jouit des instruments intellectuels requis pour devenir receveur des



Postes, ça, c'est plus rare. D'autant qu'au contraire de la trop vaste majorité des pieds-noirs contents de décider que les Arabes étaient invisibles, même s'il leur arrivait souvent de déclarer « Ça sent le melon, ici » pour se prévenir les uns les autres qu'un bicot souillait de sa suintante nature l'auguste assemblée des dieux blancs, Jean Sénac fréquente les Arabes. Il les fréquente tellement (pendant qu'il absorbe René Char, Antonin Artaud et Albert Camus, lectures rarement trouvées dans les plis des serpillières) qu'il deviendra le copain des fondateurs du FLN, quatre ans avant cette fondation ! Ça commençait bien, ça continue mieux encore. Il écrit à Albert Camus, ils deviennent amis, il prévient Camus de la prochaine fondation du FLN et Camus n'y croit pas. Personne n'est parfait, bis.

Locataire du magma

1954. Un peu irrités par les rouges festifs de Sétif en 1945, un peu déçus que l'on continue à les prendre pour des poires et des melons, quelques Arabes bien connus de Jean Sénac entament leur guerre de libération. Ça, ça commençait moins bien et nous savons à présent que ça a très mal fini. Jean Sénac, lui, décide que, culture française ou pas, Char & Rimbaud ou pas, il est algérien. Et du côté du FLN, pour qui il prend publiquement fait et cause. Si publiquement que ça sent très vite le roussi. Il demandera souvent à partir au maquis avec les fellaghas, mais, moins poètes et meilleurs guerriers, les pontes du FLN lui

répondront avec un sage réalisme qu'il leur sera bien plus utile, vivant et poète, en France, qu'abattu en Algérie. 1962. Indépendance. Sénac rentre en Algérie. Le nouveau pouvoir algérien ne lui accorde pas la nationalité algérienne. Il se retrouve pourtant un peu ponté du régime, même si c'est dans un placard culturel-radiophonique. Le placard, une émission de radio consacrée aux poètes, s'avérera extrêmement populaire auprès des jeunes Algériens. 1965. S'il y avait quelques purs parmi les fondateurs du FLN, il y avait beaucoup de salauds parmi les vainqueurs. Parmi les putschistes de 1965, il n'y a plus que des criminels. Là commence une extraordinaire descente aux enfers. À mesure que l'Algérie (re) devient une dictature, à mesure qu'il devient plus dangereux d'être un Français non arabophone, à mesure qu'il devient plus dangereux de devenir un homosexuel public en Algérie, Sénac critique de plus en plus vertement (et toujours ouvertement) le pouvoir, et refuse de cacher son homosexualité. On ne le paie pas pour son travail à la radio algérienne, Sénac entre dans la vraie grande pauvreté, vit dans une cave, oui une cave, de la rue Élisée-Reclus (ça ne s'invente pas), ne mange pas tous les jours mais suce du phallus tous les jours. Ça ne nourrit pas mais ça divertit. En 1973, on découvre son cadavre dans la cave, crâne fracassé, corps lardé de coups de couteau.

Nestor Potkine

L'état de l'État

« Écoutez raisonner nos politiques. Ils n'ont en vue que la défense et l'avantage des peuples; voyez-les agir, ils ne travaillent qu'à leur oppression. »

Jean-Jacques Rousseau, Fragment sur la liberté.

ET SI L'ON VEUT ÊTRE tout à fait moderne, si l'on veut englober toutes les déclinaisons politiques actuelles, on se plaira à rassembler les deux termes d'« État » et de « gouvernement » en un seul : la « gouvernementalité », instance anonyme et sans visage.

L'État, ce n'est pas le gouvernement – on change de gouvernement quand l'État perdure –, c'est une institution ; une institution qui détient – c'est une réalité sûre – le monopole de la force légitime sur le peuple et sur un territoire déterminé.

On notera, de plus, que « la frontière constitue l'un des principaux éléments de définition de l'État », tout en précisant que « l'évolution des flux migratoires fournit de précieux enseignements sur les transformations que pourrait connaître l'État dans un proche avenir ».

Cependant, on ne se laissera pas trop abuser par des transformations de l'État que l'on pense percevoir au profit d'instances internationales ou pour de prétendues décentralisations.

Il est certain qu'il ne faut pas penser que l'État va abandonner simplement sa souveraineté à des instances supra- ou infraétatiques ; non, il module selon les nécessités différentes manières de gouverner.

Et si l'on peut dire que l'État seul détient le droit à la violence, on rappellera que, « au Moyen Âge, l'État royal se fonde sur la loi qui est l'expression de la justice et qui préexiste au pouvoir ».

Mais l'invention de l'État dans son instance actuelle, le « stato » de Machiavel, se situe entre le XIV^e et le XV^e siècle. Si l'État est daté, la notion de domination est, elle, immémoriale.

Aussi, « de quoi nous servirait une société sans État si les rapports de domination se maintenaient en son sein ? » « Qu'importe que l'État disparaisse si la domination demeure », car l'État n'est qu'une des formes de la domination sociale.

Pour autant, « les anarchistes sont les ennemis de l'État, c'est bien connu », peut-on lire dans le numéro 30 de la revue *Réfractions* et qui a pour titre « De l'État ».

Encore une citation – parmi d'autres qui toutes nous éclairent sur ce monstre froid – extraite de cette revue. « À la théologie politique de l'État moderne s'adjoit [...] la théologie écono-

mique du marché capitaliste dont la main invisible équivaut à la divine providence. »

Manière de gouverner

La main invisible, une force plus maligne que divine et que le néolibéralisme donne comme une loi naturelle, loi spontanée de l'économie qu'il faut laisser se déployer et à laquelle il faut se soumettre et qui n'a d'échappée que dans la désobéissance au prétendu ordre des choses, dans la résistance à l'avis d'experts aux savoirs qui sont loin d'être neutres et qui s'appuient maintenant sur les nouvelles technologies de l'information.

Néolibéralisme pervers, donc, puisque s'appropriant l'« idée de liberté » et celle d'autonomie des dominés qui vont s'impliquer eux-mêmes dans leur propre exploitation acceptant bon gré mal gré une servitude volontaire – dans des « chaînes de papier » – à la satisfaction des maîtres. Oui, « pour se faire obéir, l'État a recours à des ressources éthiques chez ceux qui lui obéissent ». Coercition invisible, « domination symbolique », « violence symbolique », « le fait que nous soyons préparés à l'obéissance et domestiqués de l'intérieur par l'État ». Oui, « qu'est-ce qui fait qu'on obéit sans avoir le fusil dans le dos » ?

Surtout, on cherchera moins des gens qui obéissent que des « individus capables d'esprit d'innovation et d'adaptation ». Telle est la nouvelle « gouvernance ».

Ce néolibéralisme annonce-t-il un triomphe de l'économie et de la finance sur le politique, sur l'État, avec pour sous-bassement une déréglementation des avancées sociales ? Avec un recul important des services publics et des protections individuelles au profit du privé plus rentable ; le service public devant lui aussi générer du profit.

Ainsi, la main gauche – sociale – de l'État ignorerait sa main droite – répressive et néolibérale.

Face au néolibéralisme, l'État a perdu une grande partie de ses pouvoirs comme le contrôle de sa monnaie, quand, en face, on fait de l'argent avec l'argent quand d'autres souhaitent créer des « société sans usines ». Mais il ne suffit pas de gagner de l'argent « pour créer de la valeur », il faut en gagner plus que ce qui

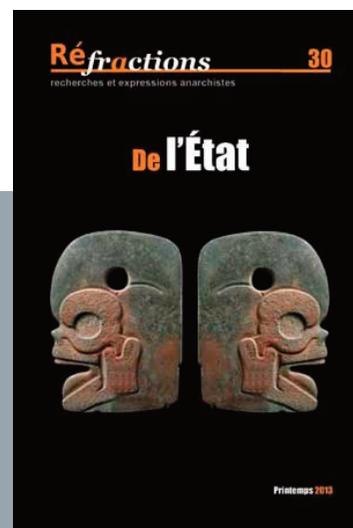
est offert sur le marché pour un même niveau de risque.

L'État ne serait donc pas stable ; il se transformerait au gré des forces qui l'alimentent souterrainement. Et l'État n'est pas en meilleure santé que quand il est en guerre. L'État fait la guerre et c'est la guerre qui fait l'État. Là encore, c'est une désobéissance généralisée qu'il faut.

Toi qui lis ces lignes, ne t'en contente pas, va à la source ! Tu te demanderas peut-être par quoi on va remplacer cet État aboli et quels seront les moyens d'y parvenir... Certes, la construction de l'État et l'histoire qui se déroule nous ont fermé des futurs possibles ; rouvrir ces possibles présente des difficultés mais ce n'est pas impossible. Il s'agit d'aller de l'avant avec « des programmes de recherche et d'action »...

André Bernard

*Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste*



Collectif, « De l'État », Réfraction n° 30, mai 2013, 144 pages.

La terre contre le nucléaire

Antonio Pagnotta
Le dernier
homme



Antonio Pagnotta, *Le Dernier Homme*, Éditions Don Quichotte, 2013, 144 pages.

ANTONIO PAGNOTTA, photo-reporter pour des journaux français et étrangers, est un habitué des zones interdites. À partir d'avril 2011, il est entré à plusieurs reprises dans la zone rouge de Fukushima. Sans parler des dangers liés aux radiations, toute personne qui pénètre la zone risque une amende ou un mois de prison, ou les deux. Antonio Pagnotta, a rapporté ces faits ignorés, risqué les interdictions et les radionucléides pour raconter la cruelle réalité d'un territoire contaminé. Il a été le premier, par ces photos dès 2011, à faire connaître cet agriculteur abandonné des siens et aujourd'hui admiré par le monde entier.

Au cours de ces deux années durant lesquelles Naoto Matsumura a résisté dans la zone interdite autour de la centrale nucléaire japonaise. C'est un ouvrage de témoignage émouvant nous révélant le courage, le combat et l'humanité de cet homme. Comment avec son esprit magistral, sa résolution il retourna vivre dans sa terre natale, à Tomioka seul dans sa ferme, tel un ermite, plutôt que de supporter une vie déracinée, d'un centre d'hébergement provisoire à un autre, plutôt que de supporter le regard discriminatoire de ceux qui ont eu la chance de ne pas être contaminés pour affronter seul, sans véritablement espoir de survie, la radioactivité extrêmement forte et nourrir les animaux irradiés mais encore vivants. Nous

avons la, l'exemple d'une formidable réaction contre l'absurdité du monde. Le combat d'un homme qui aime la nature et la respecte. Une clef pour comprendre Naoto Matsumura, expliquer sa compassion envers les animaux, se trouve dans ses origines. Daisuke Matsumura, fondateur de sa famille, était moine, à l'époque Edo. Selon l'usage des bouddhistes japonais, il reçut un nom après sa mort gravé sur sa tombe: Seigneur de ce monde. C'est le titre le plus respectable qui puisse être donné, au Japon. Dans sa lutte, Naoto Matsumura porte toute l'humanité de celui qui refuse de se soumettre à la bureaucratie, à la finance et au lobby nucléaire, dont les choix sont d'abord économiques: sauver le pays de la faillite à n'importe quel coût humain, y compris le sacrifice des enfants.

À travers le lien qu'il entretient entre l'homme et la nature, le respect et le soin qu'il doit aux pierres, aux plantes et aux bêtes, il incarne la lutte de la terre contre le nucléaire, le jour après l'apocalypse. Matsumura est bien plus qu'un activiste écologiste; pour trouver la force de survivre, et sauver sa ville, il puise dans le Japon de la sagesse et des philosophies ancestrales.

Fred Libert

Naissance de l'Union régionale Centre-Ouest de la FA

IL Y A QUELQUES SEMAINES se sont réunis à Ligoure, en Haute-Vienne, les groupes, liaisons et individuels de la Fédération anarchiste des régions du Limousin, d'Aquitaine et de Poitou-Charente afin de créer l'Union régionale Centre-Ouest (Urco) de la Fédération anarchiste. Le but de cette union est de rapprocher les militants et militantes de ces régions rurales pour mieux coordonner notre action dans les luttes et pour développer la diffusion des idées et des pratiques libertaires dans nos régions. L'Urco permettra également de confronter nos expériences et de mettre en commun nos énergies et nos ressources pour renforcer notre présence et notre influence au sein des mouvements sociaux et politiques.

Nous avons fait le constat que la faiblesse du mouvement libertaire impose souvent un

isolement géographique et politique qui entrave et limite l'action militante dans la participation aux luttes et dans la propagande anarchiste. Nous pensons qu'une union régionale, structure intermédiaire entre le groupe local et la Fédération, est un maillon utile et nécessaire pour briser cet isolement et rendre possible une meilleure visibilité du mouvement anarchiste dans nos régions.

Nous souhaitons fédérer le mouvement libertaire dans toute sa diversité, c'est pour cela que nous avons décidé de proposer et d'ouvrir cette union régionale à toutes les composantes, individus, groupes, associations, journaux intéressés par l'initiative.

Nous avons opté pour un fonctionnement fédéraliste libertaire et des décisions prises au consensus. L'Urco se réunit plu-

sieurs fois par an en assemblée générale et s'est dotée d'outils électroniques de discussion et de travail. Un coordinateur et un trésorier ont été mandatés. Nous avons plusieurs projets à développer et à construire, comme un site Web, un journal et un agenda régional, des tracts et des affiches communs, des stages de formation anarchiste, des réunions publiques et l'organisation d'un événement annuel ambitieux comme une grande fête libertaire par exemple.

Si vous êtes intéressé par l'initiative ou si simplement vous souhaitez nous contacter pour faire connaissance ou bien nous poser la moindre question, écrivez nous à l'adresse urco@federation-anarchiste.org.

L'Urco

Brutalité policière à Nantes

Manifestation antifasciste du 8 juin 2013



SAMEDI 8 JUIN 2013 était organisé un second rassemblement en mémoire de Clément Méric, à Nantes, à l'appel des collectifs antifasciste entre autres. Le compte-rendu de la manifestation est disponible sur le site Indymédia Nantes.

Nous, photographes autonomes, souhaitons rapporter les faits qui ont suivi la dispersion de la manifestation antifasciste et témoigner, à l'appui de nos photos, des causes de l'occupation au croisement des cours Franklin-Roosevelt et Olivier-de-Clisson à Nantes ce jour-là.

Nous étions sur place. Juste après l'appel à dispersion de la manifestation, nous apercevons un rapide et général déplacement des

agents de police en civil vers une rue adjacente. Nous décidons de les suivre. Nous assistons alors à l'interpellation d'un manifestant ainsi qu'à l'arrestation de deux autres avec une violence que rien ne justifiait. Suite à ces arrestations, plusieurs des militants restés sur place ont occupé la rue et interpellé les CRS et les agents de la brigade anticriminalité pendant deux heures. Pendant tout ce temps, nous (ainsi que plusieurs autres témoins) avons constaté l'absence des journalistes, qui pourtant publieront trois articles sur cet événement.

Les Photographes autonomes



Jeudi 20 juin

10 heures > 12 heures. **Chronique hebdo** Analyse libertaire de l'actualité.

Vendredi 21 juin

10 heures > 11 heures. **For a Few Sixties More** L'émission qui ramène la Jamaïque à Paris.

Samedi 22 juin

10 heures > 11 h 30. **Philanthropie de l'ouvrier charpentier**

11 h 30 > 13 h 30. **Chronique syndicale** Luttons et actualités sociales.

Lundi 24 juin

11 heures > 13 heures. **Lundi matin** Infos et revue de presse.

16 heures > 18 heures. **Trous noirs** Longwy 1979-1984, le temps des luttes et opérations « coup de poing » des sidérurgistes, le temps des radios pirates (SOS-emploi et Lorraine cœur d'acier) avec Michel Olmi (alors secrétaire de l'UL CGT) et Daniel.

18 heures > 19 h 30. **Sciences en liberté** Une heure trente pour déménager la biologie. La saison des amours. Voici venir le temps des amours ! Existe-t-il vraiment une saison des amours et que nous disent de cela les animaux et les hormones ? Regardons les mille et une facéties des amours, car il semble bien que les amours animales soient plus libertaires qu'il ne le paraît...

19 h 30 > 21 heures. **Le monde merveilleux du travail** L'émission des syndicats de la CNT.

Mardi 25 juin

18 heures > 19 h 30. **Pas de quartiers...** L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel. Le football dans tous ses états avec Wally.

Mercredi 26 juin

10 h 30 > 12 heures. **Blues en liberté** Les prénoms féminins dans le blues.

18 h 30 > 20 h 00. **Femmes libres** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

20 h 30 > 22 h 30. **Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.



Du nouveau à la Fédération

Le **groupe Kronstadt** de la Fédération anarchiste été créé dans le Grand Lyon. Vous pouvez le contacter aux adresses suivantes :

kronstadt@federation-anarchiste.org
<http://fa-kronstadt.blogspot.fr>



Le Monde libertaire hors-série est en vente en kiosque jusqu'au 11 juillet 2013.

PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE



Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches, en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les affiches sont à 7 euros les 50. Les autocollants sont à 1,50 euro les 50.

Du lundi 8 au samedi 13 juillet

Sainte-Foy-la-Grande (33)

Les Reclusiennes explorent les questions soulevées par le géographe anarchiste Élisée Reclus (1830-1905) à la lumière du présent. C'est la question du vote qui sera abordée. Les Reclusiennes sont organisées par l'association Cœur de Bastide avec plusieurs partenaires. Sainte-Foy-la-Grande est le lieu de naissance d'Élisée Reclus. Ateliers, conférences et débats, cinéma, concert, expositions, lectures, spectacle de rue, dégustation de vins, etc.

Renseignements : téléphone : 05 53 93 43 93, courriel : info@lesreclusiennes.fr.

Du 1^{er} au 30 juin

Paris XI^e

Exposition «Nestor Makhno, sa vie, son combat, son histoire». Illustré par Éric Savignac et raconté par Dominique Guerin, un essai sous la forme d'un recueil associant les images et les textes. Vernissage le jeudi 6 juin 2013 à 18 heures À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M^o Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Jeudi 20 juin

Merlieux (02)

18h30. Rencontre-débat avec Muriel Mollard, un écrivain local, pour son premier roman *Sans bleu* (La Main multiple, 2012). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 22 juin

Rouen (76)

17h30. Concert tôt en lutte majeure avec le groupe Dada, chansons d'humeur et d'humour. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris XI^e

17 heures. «Marx, l'anarchisme et les enjeux de l'émancipation au XXI^e siècle»: rencontre avec Philippe Corcuff. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M^o Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Dimanche 23 juin

Paris (lieu non défini)

15 heures. Manifestation antifasciste, notamment à la mémoire de notre camarade Clément.

Mardi 25 juin

Bordeaux (33)

18 heures. Jean-Marie Tixier présentera son livre *L'Écartèlement algérien* paru il y a quelques mois aux Éditions libertaires. À la librairie Mollat, 91, rue Porte-Dijéau.

Samedi 29 juin

Modane (73)

Marche contre le Lyon-Turin de Modane à Villarodin-Bourget. Au programme :

13 heures. Rassemblement en gare de Modane pour la marche.

14 heures. Départ en musique.

16 heures. Goûter et apéro tirés du sac au pied du Bourget.

18 heures heures. Concert et soirée festive.

Contact : www.notav-savoie.org

Paris XI^e

16h30. Marie-Claire Calmus présentera son nouveau spectacle *Corps et Mots* (poèmes, chansons, chroniques) à l'occasion de la sortie de son CD de chansons *Passions et Révoltes*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XVIII^e

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures, au 10, rue Robert-

Planquette. Un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste est organisée. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque (<http://bibliotheque-larue.over-blog.com>).



